



Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Région Occitanie
Unité Interdépartementale Aude/Pyrénées-Orientales

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DREAL - UID 11 N° 2019-17

**mettant en demeure la Société ENGIE GREEN France (ex Compagnie du Vent)
de régulariser la situation administrative relative à l'exploitation d'une installation
produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent,
sur le territoire des communes de Roquetaillade et Conilhac de la Montagne**

Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le décret du 24 février 2017 portant nomination de M. Alain THIRION en qualité de Préfet de l'Aude à compter du 20 mars 2017,

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L.181-15, L.171-8 ; R.181-47 et R.515-104 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire relatif à la mise en place des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent par la société COMPAGNIE DU VENT, en date du 24 août 2015 ;

Vu le courrier de la préfecture du 27 septembre 2012 confirmant que les éoliennes de Roquetaillade situées au lieu-dit «Pic de Brau» à Roquetaillade et au lieu-dit « la Bruyère » à Conilhac de la Montagne bénéficient du droit d'antériorité et sont classées sous la rubrique ICPE 2980-1, régime de l'autorisation ;

Vu le courrier du 8 décembre 2017 adressé à la DREAL par lequel le président de la Compagnie du Vent informe de la fusion des sociétés Compagnie du Vent et Engie Green France en une seule entité dénommée ENGIE GREEN France ;

Vu la transmission à l'exploitant par courriel du 23 mai 2019 du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Vu le courrier de réponse de l'exploitant du 7 juin 2019 ;

Considérant que, suite à la fusion le 15 décembre 2017, des sociétés Compagnie du Vent et ENGIE GREEN France en une seule entité dénommée ENGIE Green France, celle-ci doit effectuer le changement d'exploitant relatif à l'exploitation d'une installation produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation pour le parc de Roquetaillade selon les dispositions des articles L.181-15, R.181-47 et R.515-104 du code de l'environnement ;

Considérant que le document attestant de la constitution des garanties financières par ENGIE GREEN France a été transmis par courrier du 7 juin 2019 ;

Considérant que la régularisation de la situation administrative du parc éolien de Roquetaillade a été préalablement demandé à l'exploitant par courrier du 19 mars 2019 ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ENGIE GREEN France ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude

ARRÊTE

ARTICLE 1. - REGULARISATION DE LA SITUATION ADMINISTRATIVE

La société ENGIE GREEN France, dont le siège social est situé Le Triade II - Parc d'activités Millénaire II - 215 rue Samuel Morse - CS 20756 - 34967 MONTPELLIER CEDEX, exploitante d'un parc éolien constitué de 28 aérogénérateurs et de 3 postes de livraison sur les communes de Roquetaillade et Conilhac la Montagne, est mise en demeure de procéder sous 3 mois à la régularisation de la situation administrative du parc éolien de Roquetaillade, en effectuant une demande de changement d'exploitant à son profit, conformément aux articles L.181-15, R. 181-47 et R.515-104 du code de l'environnement.

ARTICLE 2. - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit par courrier adressée au 6 rue Pitot - CS 99002 - 34063 MONTPELLIER Cédex 02,
- soit par voie électronique sur le site <https://www.citoyens.telerecours.fr>.

ARTICLE 3.- NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié à la société ENGIE GREEN France et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Maire des communes de Roquetaillade et Conilhac la Montagne
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Carcassonne le 21 juin 2019
Le Préfet
Signé
Alain THIRION